

## CHAPITRE XXI.—FINANCES PUBLIQUES.

Cette étude des finances publiques comprend une revue des finances fédérales, provinciales et municipales, avec de nombreux tableaux, et se termine avec une brève digression sur la richesse nationale et le revenu national du Canada, bases de toutes les finances publiques.

Depuis quelques années, la question financière s'est imposée avec plus de force à l'attention du public, les lourdes taxes imposées pour répondre aux besoins croissants de l'administration nationale, régionale et locale ne permettant plus d'y rester indifférent. Lorsque l'on considère le grossissement de nos budgets, on ne doit pas perdre de vue deux faits essentiels, à savoir: (1) que la population de notre pays s'accroît d'une manière assez rapide — 22 p.c. entre 1911 et 1921 — et (2) qu'une somme de \$1.50 en 1930 ne vaut guère plus que ne valait \$1 en 1913. Comme la plupart des Canadiens sont des producteurs, ce dernier phénomène produit l'inflation des revenus des contribuables, augmentant ainsi leur capacité de taxation. De plus, il y a expansion évidente dans les activités gouvernementales.

L'énorme augmentation du budget fédéral depuis 1913 est due évidemment à la guerre et à ses suites: fardeau de l'intérêt, des pensions, du rétablissement des soldats, etc. Les finances provinciales et municipales ont été soumises aux mêmes influences. Ainsi, dans leur année fiscale terminée en 1929, les dépenses ordinaires des neuf gouvernements provinciaux s'élevèrent à \$177,542,192, comparativement à \$53,826,219 en 1926, seulement treize années plus tôt, une augmentation de pas moins de 230 p.c. (Le service de la dette des gouvernements provinciaux a monté de \$7,817,844 en 1916 à \$41,207,090 en 1929.) De même, entre 1913 et 1929, les taxes municipales en Ontario ont augmenté de \$34,231,214 à \$115,787,422, une augmentation de 238.3 p.c. Les recettes des municipalités de Québec, autres que celles de comté, ont augmenté de \$20,319,277 en 1914 à \$59,994,328 en 1929, une augmentation de 195.3 p.c. Au Manitoba, les taxes municipales ont avancé de \$9,922,537 en 1912 à \$19,463,666 en 1929, une augmentation de 96.2 p.c. En Saskatchewan, le grand total des impôts municipaux était de \$13,358,627 en 1914 et de \$28,563,828 en 1929. En Alberta, les budgets municipaux s'élevaient à \$9,791,846 en 1914 et à \$13,886,677 en 1929. En Colombie Britannique, les taxes municipales formaient une somme de \$8,698,820 en 1914 et de \$17,109,794 en 1929. Et dans l'extrême Est, les recettes des municipalités de la Nouvelle-Ecosse étaient de \$6,416,142 en 1929, comparativement à \$3,254,094 en 1919, une augmentation de 97 p.c. en dix ans. Les sept provinces entrant dans ces statistiques se partageaient en 1921 environ 94 p.c. de la population du Canada.

### Section I.—Finances fédérales.<sup>1</sup>

**Esquisse historique.**— Sous le régime français, puis au début de l'administration anglaise, les revenus territoriaux ou casuels du Canada, consistant en certains droits seigneuriaux, et le produit de la vente des terres et du bois des forêts domaniales, étaient réservés à la Couronne, le droit d'imposer des taxes et de

<sup>1</sup> Les données de cette section ont été révisées par le ministère des Finances, sauf la partie traitant des récentes modifications à la taxation et à la taxe de guerre sur le revenu, qui a été révisé par le ministère du Revenu National.